

« ¡ Ya Basta ! » : le soulèvement du 1^{er} janvier 1994

Comptant parmi les États les plus indigènes du Mexique, le Chiapas accumule de tristes records en matière d'analphabétisme, de dénutrition, de mortalité infantile et de carences en services publics (eau, électricité, santé, etc.)¹. Les tensions sociales y sont, de longue date, très vives : terres accaparées par les grands propriétaires des *haciendas* (ou *fincas*), dans lesquelles régnaient encore, vers 1970, des formes d'exploitation de caractère féodal ; discrimination et racisme extrême de l'oligarchie chiapanèque ; politiques répressives des gouverneurs ; abandon des indigènes que les politiques d'État avaient envoyés coloniser la Selva Lacandona, à partir des années 1960, sans leur accorder aucun des équipements promis et avant de décréter réserve écologique les terres déjà occupées. Le Congrès indigène, organisé en 1974 sous l'autorité de l'évêque de San Cristóbal de Las Casas, Samuel Ruiz, est le détonateur d'une prise de conscience de cette condition commune des indigènes : exploitation dans les *fincas*, tromperies et mépris des fonctionnaires corrompus, discriminations, humiliations et racisme omniprésent. Dans les années suivantes, l'équipe réunie autour de Samuel Ruiz, tenant de la théologie de la libération et de son « option pour les pauvres », contribue à organiser les communautés, notamment celles de la Selva,

Paris, Champs-Flammarion, 2005. Voir aussi les titres cités dans la bibliographie, à la fin du présent volume.

1. Sa superficie est de 75 000 km², pour une population de 4 millions d'habitants, dont un tiers d'indigènes. Très peu nombreux dans la moitié occidentale de l'État, ils sont largement majoritaires dans sa partie orientale (à plus de 80 % dans de nombreuses communes). Dans cette partie de l'État, où est implantée l'EZLN, on distingue les « terres froides » du Haut Chiapas, au climat tempéré et aux hivers rigoureux, et les « terres chaudes » des vallées (*cañadas*) qui descendent vers la moiteur tropicale de la Selva Lacandona.

tout comme le font les militants, principalement maoïstes, qui s'implantent à partir de 1977. Au cours des années 1980, une efflorescence d'organisations paysannes et indigènes amplifient leurs revendications et multiplient les invasions de terres, jusqu'à mettre pratiquement fin, non sans payer le prix d'une répression meurtrière, au système des *fincas* (les dernières seront occupées et démantelées après le soulèvement de 1994).

En novembre 1983, l'EZLN est fondé dans la Selva Lacandona par un petit groupe de membres des Fuerzas de Liberación Nacional, une organisation de type guévariste créée au lendemain du massacre des étudiants sur la place de Tlatelolco, le 12 octobre 1968. Après quelques années d'extrême solitude, le classique foyer de guérilla (*foco guerrillero*) constitué par l'EZLN entre en contact avec les communautés indigènes, croît ensuite rapidement et se transforme en une organisation du peuple en armes. Favorisé par les expériences organisatives antérieures des indigènes chiapanèques, le processus s'accélère à partir de 1988, à la suite de la fraude monumentale qui porte Carlos Salinas de Gortari à la présidence de la République, et face à l'accentuation de ses politiques néolibérales. À cet égard, l'article 27 de la Constitution, fleuron des acquis de la Révolution mexicaine et de la lutte d'Emiliano Zapata (elle affirme le principe de la réforme agraire et définit le statut des terres dites *ejidales*, dont la propriété éminente est collective et l'usage familial), fait l'objet d'une modification qui est une véritable provocation, en ce qu'elle marque la fin de la réforme agraire et permet la vente des terres *ejidales*, transformées en propriétés privées. Outre de multiples raisons extérieures, l'implantation réussie de l'EZLN dans le milieu indigène du Chiapas est due à un processus d'autotransformation qui caractérise toute l'histoire du zapatisme. Le sous-commandant Marcos a plusieurs fois raconté la défaite, heureuse à

ses dires, de militants aux conceptions très carrées et au langage figé dans son orthodoxie marxiste-léniniste :

« La conception de ce petit groupe, dans les années 1983-1984, était celle des mouvements de libération en Amérique latine : quelques illuminés prennent les armes contre le gouvernement ; cela provoque que beaucoup de gens se soulèvent, qu'on dépose le gouvernement et que s'installe un gouvernement socialiste... Cette vision fut défaite à l'heure de nous confronter aux communautés. Nous nous sommes alors rendu compte non seulement qu'ils ne nous comprenaient pas, mais que leur proposition était meilleure... Nous ne pouvions enseigner à personne comment résister. Nous devenions les élèves de cette école de résistance, de ceux qui résistaient depuis cinq cents ans. Ceux qui venaient sauver les communautés indigènes furent sauvés par elles... Au moment où le petit groupe de guérilla entre en contact avec les villages, il y a un problème et un conflit. Moi, je détiens la vérité – moi, le groupe de guérilleros – et toi tu es un ignorant ; je vais t'éduquer, je vais t'endoctriner. Erreur et défaite. À l'heure où commence à se construire le pont du langage, où nous commençons à modifier notre manière de parler, nous modifions aussi notre manière de nous penser nous-mêmes et de penser la place que nous occupons dans le processus de lutte... De mouvement qui prétendait se servir des masses, des prolétaires, des paysans, des étudiants, pour accéder au pouvoir et les conduire à la félicité suprême, nous nous sommes convertis peu à peu en une armée qui devait servir les communautés. Le contact avec les peuples indiens signifia un processus de rééducation plus puissant et plus terrible que les électrochocs que l'on inflige dans les cliniques psychiatriques¹. »

1. Sous-commandant Marcos, « Comment tout a commencé », *La Jornada* (supplément *Ojarasca*), novembre 2008, p. 5.

Enfin, l'EZLN fait le choix du soulèvement armé, avec le double objectif d'attirer l'attention sur les peuples indigènes pour améliorer leur situation et de secouer le pays pour provoquer la destitution de Salinas de Gortari, dénoncé comme usurpateur. La date du soulèvement est aussi celle de l'entrée en vigueur du traité de Libre Commerce avec les États-Unis et le Canada : ce jour-là, le Mexique d'en haut prétend célébrer son entrée dans la modernité des pays du Nord, mais le Mexique d'en bas, rappelant avec fracas son existence, vient ruiner la fête des puissants. Dans la nuit du 1^{er} janvier 1994, une armée indigène occupe, pour la première fois dans l'histoire, sept villes du Chiapas, dont San Cristóbal de Las Casas, son ancienne capitale coloniale, puis se retire avant l'arrivée tardive des forces fédérales, non sans être prise dans des combats meurtriers, notamment à Ocosingo. Le 12 janvier, l'EZLN, attentif aux mobilisations de la société mexicaine qui réclame l'arrêt des combats, accepte le cessez-le-feu proposé par le président de la République. De manière inédite et surprenante pour une organisation qui s'est préparée pendant dix ans à la lutte armée, celle-ci s'engage dans la voie de la parole. Les armes n'auront servi que douze jours, mais de manière décisive pour ouvrir (et ensuite maintenir, par l'annonce de leur usage en cas de légitime défense) l'espace politique dans lequel les options de la phase suivante ont pu se déployer.

Celle-ci comporte deux versants : dialogue et négociation avec les pouvoirs fédéraux ; dialogue avec la société, au plan national et international. Le premier aspect s'amorce en février 1994, lors du dialogue dans la cathédrale de San Cristóbal, puis surtout à la suite de l'offensive militaire manquée du gouvernement fédéral, qui, en février 1995, échoue à éliminer le commandement zapatiste. S'ouvrent alors les Dialogues de San Andrés, auxquels les zapatistes convient de nombreux conseillers et